

■ PRÉFACE

Le travail agricole a profondément évolué depuis l'après-guerre. Le mouvement de modernisation de l'agriculture qui s'affirme au cours des années 1950-1960 s'accompagne d'une rationalisation des activités, poussée par le slogan performatif du « progrès ». Un progrès technique supposé alléger les tâches pénibles et accroître la productivité. Un progrès social également, qui vise à aligner les conditions de vie et de rémunération de la paysannerie avec celles des secteurs de l'industrie et des services. De fait, la modernisation de l'agriculture s'est très tôt préoccupée du travail, avec les centres d'expérimentation technique agricole (CETA), le Bureau commun du machinisme et de l'équipement agricole (BCMEA), puis les groupes de développement agricole (GDA), dans une relation complexe mais riche entre agriculteurs, conseillers, agents du ministère et chercheurs.

À l'Inra¹, le service d'expérimentation et d'innovation (1964-1979) perçoit très vite les retours d'expérience négatifs de la modernisation et initie une recherche critique dans et hors de l'institution, avec la création du département Systèmes agraires et développement (SAD) en 1979, et celle en 1983 du Groupe d'expérimentation et de recherche pour le développement d'actions localisées (Gerdal). En effet, si la modernisation a permis une transformation sans précédent du secteur agricole, amenant à une productivité du travail très élevée *via* l'accroissement des rendements et l'agrandissement des structures, elle n'a pas réduit les difficultés rencontrées par les travailleurs et les travailleuses du secteur. Elle en a même créé de nouvelles, liées notamment à l'isolement, à la charge de travail et à l'exposition aux polluants.

Ces dernières années, l'ampleur et la violence des conflits survenus lors des manifestations des Gilets jaunes en 2018, puis de celles des agriculteurs en 2024, nous rappellent aux difficultés économiques, à l'incompréhension des mesures environnementales et au manque de reconnaissance des populations vivant dans les territoires ruraux et périurbains, notamment les agriculteurs. Ces crises

1. Institut national de la recherche agronomique, devenu INRAE en 2020 (Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement).

sont également révélatrices d'une fragmentation accrue d'un monde professionnel agricole que Bertrand Hervieu dénomma « l'archipel paysan ». Elles symbolisent aussi le sentiment de relégation qui s'exprime toujours, soixante-dix ans après la « révolution silencieuse » (Michel Debatisse) opérée par le monde paysan pour monter dans le train de la modernité. Dès lors, on comprend pourquoi la question de l'attractivité du métier et celle, plus large, du renouvellement des générations en agriculture sont au cœur de l'agenda politique actuel non seulement en France, touchée par le désarroi d'une profession en souffrance, mais aussi en Europe, dont la révision de la politique agricole commune est confrontée à des défis majeurs.

Sur des sujets de société aussi fondamentaux que les questions du travail et des conditions de vie, le rôle de la recherche est d'aider à décrypter les transformations en cours. Il est dès lors nécessaire et légitime qu'un institut comme INRAE s'empare de l'actualité du sujet, renouant ainsi avec les travaux des années 1950 à 1980 menés par des agronomes, des économistes et des sociologues, sur les transformations professionnelles dans l'agriculture. Ces recherches ont montré le caractère performatif du mouvement de modernisation de l'agriculture. Elles ont également révélé une diversification des modèles de production, mais aussi les effets d'exclusion pour des systèmes évoluant hors d'un modèle dominant tourné vers la spécialisation productive et la concentration des structures ; une dynamique différenciée que les soutiens de la politique agricole commune ont tantôt atténuée, tantôt contribué à entretenir, en accentuant alors les inégalités professionnelles et territoriales des revenus et des conditions de travail en agriculture.

Si ces travaux ont très tôt souligné le processus de fragmentation du paysage professionnel agricole, les recherches actuelles doivent désormais considérer des enjeux nouveaux. Une première série d'enjeux tient à la prégnance croissante des changements globaux, le changement climatique à l'évidence, mais aussi l'érosion de la biodiversité, le souci croissant de la préservation de la ressource en eau, et la reconnexion entre producteurs et consommateurs qu'appelle la reterritorialisation d'une partie des systèmes alimentaires. Les réponses attendues pour y faire face interpellent l'engagement des professionnels dans la transition agroécologique des exploitations agricoles. Une seconde série d'enjeux tient aux transformations internes du travail dans les exploitations agricoles, à cause de l'agrandissement continu des structures agricoles qu'impose une productivité accrue, mais aussi de l'évolution des modes de vie qui changent les conditions de travail et le sens même donné au métier (mobilités géographiques et professionnelles accrues, recompositions des cellules familiales). À ces évolutions s'en surajoute une autre : la numérisation de l'agriculture, qui permet un accroissement sans précédent des capacités techniques, cognitives et informationnelles

offertes par les outils du numérique et de l'intelligence artificielle. Ses conséquences sur le travail sont d'ores et déjà significatives. Au croisement de ces enjeux, le concept de « travail soutenable » s'impose comme un paradigme à investir pour penser l'activité en fonction des bouleversements qui touchent l'agriculture, comme d'autres secteurs d'activité.

Dans ce contexte, étudier les nouvelles formes de travail en agriculture est particulièrement bienvenu. Les informations statistiques nationales éclairent une partie du phénomène, comme la poursuite de la diminution drastique du nombre d'actifs, notamment familiaux, ainsi que la légère croissance du salariat permanent. Des enquêtes en grand nombre complètent ces éclairages en décrivant la diversité des profils d'agriculteurs et des formes structurelles des exploitations agricoles. Elles soulignent notamment la progression de la délégation partielle ou totale du travail agricole à des entreprises de service ; elles rendent compte aussi de l'accroissement du recours aux outils numériques dans les fermes. Cet ouvrage apporte un regard complémentaire à ces statistiques et enquêtes nationales. En se basant sur une lecture croisée d'études de cas illustrant chacune une « nouvelle forme de travail en agriculture », il offre un regard « situé » sur le travail en agriculture.

Ce choix méthodologique tient à la stratégie de recherche à l'origine de cet ouvrage, à savoir la constitution d'un réseau de chercheurs appartenant au département Sciences pour l'action, les transitions, les territoires d'INRAE (ACT, anciennement SAD) qui ont animé des échanges scientifiques ouverts à une large communauté scientifique. L'ouvrage réunit ainsi des études disciplinaires et interdisciplinaires mobilisant l'économie, l'ergonomie, la géographie, la psychologie et la psychodynamique du travail, les sciences agronomiques et zootechniques, les sciences de l'éducation, les sciences de gestion et la sociologie. Chaque chapitre analyse une forme nouvelle du travail en agriculture, ses caractéristiques propres, ses effets induits sur la conduite de l'activité et sur le sens donné au métier. L'hypothèse des auteurs est que ces formes nouvelles, parfois émergentes ou marginales, sont néanmoins révélatrices de mutations plus profondes, ou d'étapes nouvelles des transformations des façons de travailler en agriculture observables sur une longue période.

Les nouveautés présentées en première partie portent sur les conséquences sur le travail de transformations structurelles des exploitations agricoles. C'est le cas, par exemple, de la séparation entre la terre et le capital travail dans les installations par portage du foncier, ou encore des installations en fermes collectives, impulsées souvent par de nouveaux venus dans le secteur agricole. La deuxième partie met en lumière de nouvelles pratiques agricoles apparues dans les exploitations. Plusieurs contributions abordent la transition agroécologique des fermes et ses effets sur une demande accrue en travail due à la complexité des

systèmes à piloter (systèmes de production diversifiés, itinéraires de soins aux animaux, insertion dans des circuits courts alimentaires), ce qui questionne l'autonomie du travail dans des systèmes peu normés (enjeu de réassurance avec des pairs). D'autres contributions décryptent l'effet du numérique sur le travail, qu'il s'agisse d'équipements, comme les robots de traite, ou du recours aux réseaux sociaux pour échanger des connaissances ou prendre des décisions. La troisième partie décrit de nouvelles figures de travailleurs agricoles, à l'image des intervenants à titre gratuit ou sous-rémunérés (comprenant les installés eux-mêmes), de nouveaux arrivants en agriculture (la profession étant plutôt réputée pour son endogamie), d'entrepreneurs agricoles issus de l'immigration, ou enfin de travailleurs étrangers « détachés » qui trouvent des emplois salariés dans des exploitations agricoles en France.

Ces nouvelles formes de travail en agriculture font écho à ce qu'on peut observer dans d'autres secteurs d'activité, tels l'individualisation des parcours, l'instabilité des repères professionnels, la revalorisation symbolique de l'autonomie au prix d'une plus grande incertitude économique, ou le recours au travail gratuit ou invisible. L'agriculture ne constitue donc pas ou plus un secteur à part. On doit plutôt la voir comme un secteur à partir duquel observer des tensions sur le travail, désormais présentes dans tous les secteurs d'activité : entre liberté et subordination, entre engagement personnel et injonction à la performance, entre sens du métier et perte de repères collectifs. En cela, cet ouvrage rejoint les préoccupations contemporaines sur le devenir du travail dans nos sociétés, en y ajoutant une spécificité précieuse, celle d'un travail agricole confronté à la nature, au vivant, et à des formes d'engagement professionnel qui mobilisent fortement l'identité des individus.

Cet ouvrage met aussi en lumière les tendances contradictoires qui s'opèrent au sein du secteur agricole, entre recherche d'autonomie et dépendance aux marchés, entre stratégies collectives et individualisation des parcours, entre dissociation et intégration des facteurs de production. Corollaires d'une approche par études de cas, certaines situations ne sont pas documentées. On pourra regretter l'absence d'exemples s'intéressant aux très nombreux actifs familiaux de « l'agriculture du milieu » ou au travail des femmes agricultrices. Il laisse également en suspens certaines dimensions du travail qui auraient pu être davantage approfondies, comme la santé physique et mentale, le rapport au vivant et à la nature, ou encore les effets des mobilités et de la multilocalisation des actifs. Enfin, il aurait pu aborder le travail comme une composante de l'habiter dans des territoires ruraux et périurbains de plus en plus exposés au changement climatique et aux inégalités d'accès aux services. Mais c'est justement une vertu de cet ouvrage que de susciter des idées et des questions nouvelles, matière à des recherches futures.

Le présent ouvrage s'inscrit dans une tradition de recherche attentive à l'expérience vécue du travail, à ses rythmes, à ses marges d'autonomie et à ses tensions, mais aussi à ses promesses. Plutôt que de partir de catégories institutionnelles du travail (employeur/employé, statut d'actif, segmentation salariale, etc.), il aide à comprendre comment le travail en agriculture est réalisé, organisé, qualifié, et réapproprié dans des contextes mouvants. Ce prisme d'analyse offre une lecture dynamique et processuelle du travail, qui croise les apports des disciplines mobilisées. En plus de nourrir les recherches à venir, ce livre offre des éclairages précieux à celles et ceux qui, sur le terrain comme dans les institutions, s'efforcent de rendre le travail agricole mieux compris, soutenu, et reconnu.

Un ouvrage riche et stimulant, à lire et à faire circuler.

*Le 12 juillet 2025,
Christophe-Toussaint Soulard, chef du département ACT*